



Le 8 avril 2021

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Objet : Mesures visant à aider les Canadiens touchés par la COVID-19 et à faciliter la reprise économique

Monsieur le Premier Ministre,

Nous vous félicitons, les membres de votre conseil des ministres et vous, pour tous vos efforts visant à vous assurer que la population reçoit un appui économique vital alors que nous continuons la seconde année et la troisième vague de la pandémie actuelle.

Nous nous réjouissons également de [l'engagement](#) de votre gouvernement à réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici 2030. Dans son nouveau rapport, le [directeur parlementaire du budget](#) (DPB) a conclu que l'établissement d'un revenu de base garanti permettrait d'atteindre cet objectif d'ici l'an prochain. En outre, il révèle qu'on pourrait y parvenir à un coût net nul, avec des répercussions minimales sur le marché du travail. En bref, le DPB estime qu'un revenu de base garanti, soit un transfert d'argent suffisant pour permettre de répondre aux besoins fondamentaux, offert à toute personne dont le revenu est en deçà d'un certain seuil, contribuerait à réduire le taux de pauvreté de 50 % d'ici 2022.

Le DPB a révélé qu'un programme de revenu de base garanti entraînerait seulement une perte de 1,3 % des heures de travail et pourrait permettre de fournir 80 milliards de dollars en soutien. En outre, son coût net ne serait que de 3 milliards de dollars s'il remplaçait des mesures fiscales comme le crédit pour la TPS et le montant personnel de base, ainsi que les prestations d'aide sociale provinciales et territoriales.

Son estimation exclut les économies associées aux avantages sociaux et économiques en aval. Comme des projets pilotes effectués au pays ont permis de le révéler, l'établissement d'un revenu de base garanti amènerait la population à moins recourir à des soins de santé d'urgence parce qu'elle serait en meilleure santé, et entraînerait la réduction de la dépendance à l'égard des systèmes de police et de justice pénale ainsi que des dépenses connexes.

L'estimation ne comprenait pas non plus les économies et la valeur liées au fait de permettre aux gens de prendre soin de leurs enfants, de personnes âgées et de personnes handicapées, de bénéficier d'un congé pour suivre une formation, professionnelle ou autre, ou de lancer une nouvelle entreprise novatrice.

La pandémie de COVID-19 vient nous rappeler que la pauvreté n'est pas seulement terrible, mais qu'elle peut même être mortelle.

Nous vous invitons à envisager d'approuver un revenu de base garanti lors du [congrès d'orientation du Parti libéral](#) qui aura lieu cette semaine. Avec un [projet de loi](#) et une [motion](#) sur le sujet à l'ordre du jour à la Chambre des communes, avec le gouvernement de [l'Île-du-Prince-Édouard](#) qui est prêt à mettre en œuvre de façon expérimentale un programme de revenu de base garanti, les Canadiens ont raison de demander ce que l'on attend au juste.

Chaque jour, nous collaborons tous à la mise en place des soutiens sanitaires, économiques et sociaux nécessaires, ainsi qu'à la réparation de notre filet de sécurité sociale, qui est en lambeaux, mais nous sommes bien conscients que les besoins ne sont pas comblés, et que la population est grandement favorable à l'appui de quelque 3,5 millions de personnes qui passent encore entre les mailles du filet.

Ces personnes ont besoin d'un revenu de base garanti.

À notre humble avis, la prochaine étape ne devrait pas consister à apporter des correctifs supplémentaires. À cette étape, on pourrait et on devrait reconduire inconditionnellement la PCU pour tous ceux qui en ont besoin.

Pour pouvoir *rebâtir en mieux* et assurer la *relance pour tous*, il serait efficient et efficace d'adopter une mesure de revenu de base garanti. Cette mesure permettrait de réduire, voire d'éliminer, les coûts liés à la gestion des processus de demande, et d'obtenir sans tarder du soutien pour ceux qui en ont le plus besoin. Ainsi, les fonctionnaires auraient plus de temps pour tenter de sensibiliser les personnes les plus marginalisées de nos collectivités et veiller à ce que celles-ci soient prises en charge par le système et puissent en tirer parti.

Nous appuyons l'instauration d'un revenu de base garanti. Nous croyons que c'est la solution dont la population et le pays ont besoin que personne ne soit laissé pour compte et pour que tous puissent se diriger vers la stabilité économique au sortir de cette crise.

N'hésitez pas à faire appel à notre soutien. Nous sommes prêtes à nous retrousser les manches et à travailler avec vous en vue de contribuer à concrétiser ce projet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de nos sentiments les plus distingués.



Frances Lankin et Kim Pate, sénatrices